

Revue critique de droit international privé

2-35

DIRECTEUR
Paul Lagarde

RÉDACTEUR EN CHEF
Bertrand Ancel

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Horatia Muir Watt

DALLOZ

Filiation. — Application de la loi algérienne. — Article 40, code de la famille. — Mariage religieux. — Célébration en France. — Nullité. — Etablissement de la filiation paternelle. — Dénaturation (Non). — Cour de cassation (1re Ch. civ.), 3 juin 1998, note Bertrand Ancel, p. 652.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Jugement étranger. — Divorce. — Efficacité substantielle immédiate. — Réserve. — Contrôle de régularité internationale. — Déclaration d'inopposabilité antérieure. — Opposabilité de la déclaration. — Cour de cassation (1re Ch. civ.), 7 avril 1998, note B.A., p. 659.

Jugement étranger. — Divorce. — Reconnaissance. — Compétence du juge étranger. — Résidence du demandeur. — Caractère provisoire. — Lien caractérisé (non). — Cour de cassation (1re Ch. civ.) 5 mai 1998, note Horatia Muir Watt, p. 662.

V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

.....
Table des sommaires 1997, par Petra Hammje, p. 671.

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits : *Traités.* — *Succession d'Etats.* — *Slovaquie.* — Décret du 16 septembre 1998, p. 727. — *Traités.* — *Succession d'Etat.* — *République tchèque.* — Décret du 16 septembre 1998, p. 730.

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

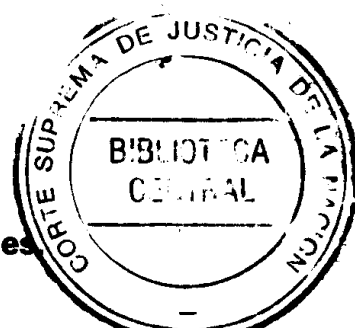
Textes reproduits : *Adoption.* — Décret du 1^{er} septembre 1998, p. 734. — Décret du 23 septembre 1998, p. 737. — *Circulation des personnes.* — *Ressortissants de la Communauté européenne.* — Décret du 23 septembre 1998, p. 738. — *Contrat de jouissance d'immeuble à temps partagé.* — *Timesharing.* — Loi du 8 juillet 1998, p. 741, Note sur la loi n° 98-566 du 8 juillet 1998 (timesharing), par Paul Lagarde, p. 742. — *Etrangers.* — *Entrée et séjour.* — *Droit d'asile.* — Décret du 23 juin 1998, p. 749. — Décret du 23 juin 1998, p. 751. — Décret du 24 juin 1998, p. 753. — Décret du 24 juin 1998, p. 754. — *Etat civil.* — *Service central.* — Décret du 23 juin 1998, p. 754. — *Nationalité.* — *Armées.* — *Volontariat.* — Décret du 1^{er} septembre 1998, p. 756. — *Nationalité.* — *Information du public.* — *Actes en matière de nationalité.* — *Titre d'identité républicain.* — Décret du 20 août 1998, p. 756. — Décret du 20 août 1998, p. 759. — Décret du 20 août 1998, p. 764. — *Nationalité.* — *Mayotte.* — Ordonnance du 20 août 1998, p. 766. — *Propriété intellectuelle.* — Loi du 1^{er} juillet 1998, p. 766. — *Régimes matrimoniaux.* — *Publicité.* — Décret du 23 juin 1998, p. 768. — Commentaire du décret n° 98-508, du 23 juin 1998 (publicité en matière de régime matrimonial), par Paul Lagarde, p. 770.

III. — Communautés européennes.

Textes reproduits : *Matière matrimoniale.* — *Compétence, reconnaissance et exécution des décisions.* — *Convention.* — Acte du Conseil du 28 mai 1998, p. 775. — Acte du Conseil du 28 mai 1998, p. 791. — *Protection des consommateurs.* — *Actions en cessation.* — Directive du 19 mai 1998, p. 795.

IV. — Informations diverses.

Groupe européen de droit international privé. — *Obligations extracontractuelles*, p. 802. — *Proposition pour une convention européenne sur la loi applicable aux obligations non contractuelles*, p. 802.



Première Partie. — Doctrine et Chroniques

Dominique TURPIN. — *La loi n° 98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile* 521

Alain FOURNIER. — *Les orientations nouvelles du droit pénal international à la faveur de la réforme du code pénal* 565

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

Biblioteca de la Corte Suprema	
N° de Orden	
Ubicación	2-35

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Expulsion. — Recours devant la commission des recours. — Maintien en rétention. — Contravention aux articles 6.1 et 6.3 B et C, Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. — Infirmation de la décision. — Séparation des pouvoirs. — Atteinte. — Cour de cassation (2° Ch. civ.), 3 juin 1998, note Nicole Guimezanes, p. 591.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Régime matrimonial. — Régime légal. — Détermination. — Critères. — Premier domicile matrimonial. — Cour de cassation (1re Ch. civ.), 5 novembre 1996, note Béatrice Bourdelois, p. 596.

Statut personnel. — Article 75 de la Constitution. — Mayotte. — 1° Filiation. — Etablissement. — Statut civil de droit local. — Non renonciation. — Application du code civil (non). — 2° Mariage. — Polygamie. — Légalité. — Droit musulman. — Enfants nés d'un polygame. — Qualité d'héritiers. — Naissance dans le mariage. — 3° Acte de Waqf. — Droit musulman. — Dessaisissement du constituant de son vivant. — Cour de cassation (1re Ch. civ.), 25 février 1997, note Georges A.L. Droz, p. 602.

Convention de Rome du 19 juin 1980. — Immeuble. — Droit d'utilisation à temps partiel ("time-share"). — Vente. — Consommateur. — Droit de rétractation. — 1° Article 5. — Application analogique. — Refus. — 2° Article 7, lois de police. — Circonstances prévues à l'article 5 § 2. — Absence. — Non application. — Cour fédérale d'Allemagne (8° Ch. civ.), 19 mars 1997, note Paul Lagarde, p. 610.

Régime matrimonial. — Acte de mariage conclu au Liban. — Forme musulmane. — Stipulation de dot. — Interprétation de la volonté des époux. — Séparation de biens. — Cour de cassation (1re Ch. civ.), 2 décembre 1997, note Pierre Gannagé, p. 632.

Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. — Protocole additionnel n° 7. — Violation de l'article 5. — Régime matrimonial. — Loi suisse ancienne. — Union des biens. — Office du juge. — 2) *Régime matrimonial.* — Egalité des droits des époux. — Convention européenne des droits de l'homme. — Violation. — Loi suisse ancienne. — Union des biens. — Cour de cassation (1re Ch. civ.), 24 février 1998, note Georges A.L. Droz, p. 637.

Régime matrimonial. — Célébration d'un mariage nikkah. — Rite hanéfite. — Acte de mariage. — Mention d'un contrat de mariage. — Stipulation d'un maher. — Volonté des époux. — Recherche nécessaire. — Cour de cassation (1re Ch. civ.), 7 avril 1998, note David Annoussamy, p. 644.